

LA RETRAITE DES PROFS divise les francophones

▶ Les députés francophones doivent se prononcer ce lundi sur une motion de conflit d'intérêts. Le MR est isolé sur le dossier

▶ "En fait, Daniel Bacquelaine (NdlR : ministre fédéral des Pensions MR) est très stratégique. Il découpe sa réforme, il la saucissonne. C'est très malin. Au final, tous les petits bouts rassemblés, ce sont les enseignants qui paieront ces économies. Aujourd'hui, il dit qu'on se trompe et qu'il est possible que les enseignants ne paient pas cette réforme. Mais si c'est vraiment le cas, il ferait zéro économie ! Or son objectif est d'en faire", lâchait-on vendredi du côté du cabinet de la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (cdH).

"Les enseignants ne sont pas un paramètre d'ajustement budgétaire"

Alors que les députés du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles se penchent ce lundi sur une motion de conflit d'intérêts, laquelle vise à geler les mesures que le fédéral s'apprête à voter en matière de pensions des fonctionnaires, la ministre humaniste a redit fin de semaine tout le mal qu'elle pensait des projets de Bacquelaine.

Ce jeudi, le ministre chargé de faire des économies dans les systèmes de retraite du pays, a

rencontré son homologue francophone de l'Éducation pour tenter de la rassurer. Celle-ci s'est ainsi vue remettre une note chiffrée du Bureau du Plan selon laquelle le projet de réforme obligeant à l'avenir les enseignants à racheter leurs années d'études pour obtenir une pension complète n'aura presque aucun impact pour le corps enseignant.

UN DOCUMENT qui n'a pas vaincu Marie-Martine Schyns et dont prendront connaissance ce lundi les députés francophones. "Le document qu'il nous a montré évoquait seulement cette question du rachat des années d'étude, mais on sait que le projet de réforme de Bacquelaine est plus global. Il veut à terme la fin des tantièmes préférentiels (NdlR : la pension serait alors calculée en 1/60 et plus en 1/55) et la modification du coefficient préférentiel pour le départ à la pension. Il nous dit qu'il va revoir la liste des métiers pénibles et que les enseignants pourraient s'y retrouver, mais il ne donne pas de garanties. Il est hors de question pour moi en tout cas que certains soient sur cette liste, et d'autres pas !", insiste Marie-Martine Schyns.

La proposition de motion déposée par le député Ecolo Christos Doulkeridis, selon lequel "les enseignants ne sont pas un paramètre d'ajustement budgé-

taire", ne pourra en tout cas pas ce lundi recevoir de feu vert.

SI LE PROJET EST soutenu par le PS, le cdH, Défi et le PTB, le MR, seul parti francophone membre de la majorité fédérale, a déjà prévenu qu'il voterait contre. "Les propos de Schyns sont basés en partie sur des calculs biaisés", insiste la cheffe de file libérale Françoise Bertieaux.

Julien Thomas

“ RÉACTION ”

Françoise Bertieaux

CHEFFE DE GROUPE MR AU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION

WALLONIE-BRUXELLES

"C'est basé sur de l'intox"

"On votera contre cette motion bien sûr ! D'une part, parce qu'on soutient politiquement le ministre des Pensions, et puis, parce que cette motion est basée en partie sur de l'intox ! Un seul exemple : qu'est-ce qui permet à la ministre de savoir aujourd'hui si les enseignants ne seront pas sur la liste des métiers pénibles ?! Les discussions sont en cours et on ne sait pas comment elles vont déboucher. Les calculs de Schyns se basent sur des calculs biaisés."